



المركز التونسي للإقتصاد
Observatoire Tunisien de l'Economie

Policy brief | n°10

Kairouan : des potentialités de développement en question

Observatoire Tunisien de l'Economie

24/02/2023

Sommaire

Résumé

I. Introduction

II. Les défis de développement territorial des régions objet d'analyse & décentralisation

III. Bilan de développement de la région de Kairouan

A. Diagnostic participatif de développement du gouvernorat de Kairouan

Conclusion

Recommandations

Mohamed Ali Kardi

Project Manger-Analyst

mohamedali.kardi@economie-tunisie.org

Ines Soud

Analyste

ines.soud@economie-tunisie.org

Helmi Toumi

Consultant plaidoyer

tellus.advisory@gmail.com



Résumé

L'établissement d'un vrai développement économique local et régional ne peut se faire qu'en adaptant le modèle et les plans de développement aux spécificités locales de chaque région tout en valorisant ses ressources naturelles, humaines et culturelles. Ce qui conduit nécessairement à un développement global basé sur la répartition équitable des richesses ainsi que la justice sociale et qui contribue convenablement à la création de la richesse dans un espace commun.

Les initiatives et les mesures structurelles que l'État cherche à réaliser ces dernières années, contribuent modestement à la stimulation de l'investissement dans les régions. C'était à travers l'amélioration des infrastructures et la programmation de quelques projets promoteurs dans le cadre des derniers plans de développement. Cependant, ces initiatives restent limitées et n'arrivent pas à contribuer à l'amélioration du développement économique local et régional., et ne créent pas de véritables opportunités au niveau des régions.

Introduction

¹ Dhaher N., (2010), L'aménagement du territoire tunisien : 50 ans de politiques à l'épreuve de la mondialisation », EchoGéo, n° 13.

La Tunisie reste depuis de décennies, caractérisée par des fortes disparités régionales en matière de développement socio-économique. En effet, les politiques adoptées n'ont pas été en mesure d'offrir un développement équitable entre les régions et réduire les inégalités économiques et sociales héritées depuis des décades¹. Les stratégies de développement n'ont pas pris en compte les besoins réelles de ces régions et n'ont pas exploité convenablement leurs potentiels. C'étaient en fait la conséquence d'un système politico-administratif centralisé, instauré depuis l'indépendance. En effet, au cours des dernières décennies, les politiques adoptées ont contribué à l'aggravation du phénomène des disparités de développement entre les régions. Ces inégalités ont marqué les niveaux de pauvreté, de précarité et de chômage, notamment parmi les jeunes diplômés et les femmes.

Les orientations économiques du pays, la rigidité du cadre institutionnel et le monopole décisionnel et financier d'une administration centrale, au cours de cette période, ont alimenté ainsi cette disparité régionale qui favorise les régions littorales les plus développées au détriment des celles intérieures marginalisées. Ils ont conduit notamment à la multiplication des problèmes sociaux qui plombent durement le développement régional, à l'instar de la pauvreté, la précarité et le chômage. Parmi les régions les plus affectées, paraît le gouvernorat du Kairouan qui occupe l'avant dernière rang selon l'Indicateur Régional de Développement, avec un indice d'environ 0,4 en 2018². Malgré qu'elle dispose des vrais atouts (patrimoine culturel riche, ressources naturelles, produits agricoles variées...) pour relever les défis de son développement, ce gouvernorat affiche une situation socio-économique contrastée, avec des taux très élevés en pauvreté, analphabétisme et chômage.

² <http://www.itceq.tn/files/developpement-regional/indicateur-dev-regional.pdf>

Cependant, pour s'orienter vers un développement plus endogène des régions, des stratégies fondées sur la valorisation des avantages comparatifs locaux ainsi qu'une participation et mobilisation des acteurs locaux et des populations concernées devront être mises en place. A la dernière décennie, la Tunisie a adopté des réformes majeures pour pallier aux problèmes de la forte centralisation administrative et économique. Dans ce sens, elle s'est orientée vers la décentralisation comme pilier important des principales orientations stratégiques 2016-2020 pour le développement régional et local. Le développement régional juste et inclusif qui réduit les inégalités entre les régions et consolide la décentralisation, compte aussi parmi les principales orientations de la vision 2035 de la Tunisie. L'Etat a prévu en effet dans cette vision l'exploitation au mieux des avantages compétitifs des régions et le renforcement des capacités régionales en matière de marketing territorial.

À la lumière de ce qui précède et dans le cadre du projet « Promouvoir l'engagement des jeunes dans le développement régional en Tunisie », le gouvernorat de Kairouan a fait l'objet de notre étude et ce afin d'identifier les opportunités et le potentiel de développement endogène de ses territoires, particulièrement ses délégations Kairouan Sud, Kairouan Nord et Sbikha.

La présente policy brief propose ainsi un ensemble des recommandations formulées suite à un diagnostic de développement régional de la région. On s'est appuyé en effet sur la méthodologie de diagnostic via le marketing territorial en complémentarité avec le suivi et l'évaluation des projets de développement publics. Le travail a été effectué d'une façon participative,

faisant impliquer les jeunes, les associations et les acteurs institutionnels de cette région.

Pour préparer ce document, l'Observatoire tunisien de l'économie, à travers le projet « Sehem-promouvoir l'engagement de la jeunesse dans le développement régional en Tunisie », s'est appuyé sur une méthodologie qui fait impliquer les jeunes dans le suivi des projets de développement programmés et mis en œuvre par les autorités centrales.

L'implication des jeunes dans cette démarche leur permet de bien comprendre la vision de développement de leur région et d'identifier les problématiques liées à ceci. Et elle les pousse à proposer des solutions pour remédier à ces problématiques et à formuler une vision de développement qui répond à leurs besoins.

L'observatoire a travaillé ainsi sur le développement des capacités des jeunes des régions en matière de suivi budgétaire des projets publics et diagnostic territorial, et le renforcement de la coopération entre ces jeunes et les autorités publiques pour favoriser le développement local de leurs territoires.

Le projet cible trois régions, Kairouan, Médenine et Kef qui comptent parmi les régions les plus marginalisées d'après les résultats du dernier indice de développement 2018. À Kairouan, le focus s'est porté sur trois délégations, à savoir le Kairouan sud, Kairouan Nord et Sbikha.

II. Les défis de développement territorial des régions objet d'analyse & décentralisation

La révolution tunisienne du 17 décembre 2010, partie des régions de l'intérieur, a dévoilé l'ampleur des disparités régionales en matière de développement et a remis la question territoriale au centre des débats politiques. La décentralisation qui doit mettre fin à cette injustice sociale et territoriale compte parmi les réformes qui font indéniablement l'objet d'un consensus national.

Les défis du développement humain et économique local ainsi que l'atténuation des disparités entre les différentes régions du pays ont longtemps été une préoccupation majeure des autorités de l'État. En effet, l'ensemble des stratégies et réformes visaient à améliorer les conditions socio-économiques du pays et à consolider les connexions entre ses différentes régions afin de réduire la pauvreté et les inégalités régionales croissantes.

Le développement régional juste et inclusif qui réduit les inégalités entre les régions et consolide la décentralisation, compte aussi parmi les principales orientations de la vision 2035 de la Tunisie ainsi que de plan de développement 2016 - 2020. L'Etat a prévu dans cette vision l'exploitation au mieux des avantages compétitifs des régions et le renforcement des capacités régionales en matière de marketing territorial.

Toutefois, le manque d'intégration était la caractéristique dominante des différents programmes régionaux, car il s'agissait d'un ensemble de projets divers caractérisés par une dispersion spatiale. Aussi, les acteurs régionaux ne disposent ni de financement nécessaire ni des compétences techniques requises.

III. Bilan de développement de la région de Kairouan

Le gouvernorat de Kairouan se situe au centre de la Tunisie. Sa position géographique est considérée stratégique, vue qu'elle relie le nord et le sud, l'Est et l'Ouest, en s'entourant de six gouvernorats, Zaghouan au nord, Siliana et Sidi Bouzid à l'ouest, Sfax du sud, et Sousse et de Mahdia à l'est. Néanmoins, la région a été plus au moins impactée après la liaison de Sfax à Tunis via Mahdia avec l'Autoroute A1 en 2011.

Par ailleurs, la région de Kairouan dispose des ressources naturelles relativement importante : terrains agricoles, forêts, ressources en eau. Elle dispose également d'un important patrimoine historique culturel et archéologique valorisable et d'un précieux savoir-faire artisanal. La ville tire une bonne partie de sa réputation des sites de la civilisation musulmane. Elle a été connue comme la ville de science renommée pour son école de droit malékite et son école de médecine. En outre, elle est réputée pour les savoir-faires de ses artisans, notamment l'artisanat du cuivre et de tapis.

Cependant, en dépit de ses potentialités naturelles et patrimoniales ainsi que sa position géographique, le Kairouan affiche un niveau de développement économique assez faible. D'après le bilan diagnostic du plan de développement 2016 – 2020, la contrainte majeure qui entravait le développement de la région est la faiblesse de son tissu économique basé principalement sur le secteur agricole, la modestie des secteurs industriels et de services et la restriction du tourisme au tourisme de transit³.

S'ajoute à cela l'apparition de signes de désertification, de salinisation et d'engorgement des sols. La région n'a su également tirer profit convenablement de son riche patrimoine pour attirer des activités génératrices de la valeur et créer un dynamisme du développement économique de la région.

D'après les indicateurs de développement, le gouvernorat de Kairouan souffre des problèmes sociaux (pauvreté avec un taux le plus élevé en Tunisie en 2015(34.9%), l'analphabétisme (35% en 2014). ...)⁴, de l'absence de pôles urbains structurés, en plus de faibles indicateurs de développement humain, d'une couverture et d'une qualité des services de santé médiocres. Ce qui semble freiner l'attractivité de la région et induit la fragilité de sa situation économique.

A. Diagnostic participatif de développement du gouvernorat de Kairouan

Dans le cadre du projet « Promouvoir l'engagement des jeunes dans le développement régional en Tunisie », le gouvernorat de Kairouan a fait l'objet de notre étude en vue d'identifier les opportunités et le potentiel de développement endogène de ses territoires, particulièrement ses délégations Kairouan Sud, Kairouan Nord et Sbikha.

Profils des territoires cibles : Kairouan Nord, Kairouan Sud et Sbikha

• Kairouan Nord

Situé au Nord -Est du gouvernorat, Kairouan Nord est la délégation la plus urbanisée avec une population rurale de 16%. Sur le plan d'infrastructure, cette délégation abrite l'unique hôpital régional du gouvernorat. Elle détient deux zones industrielles de 36 Ha de surface, de plusieurs établissements universitaires et d'environ 35 centres de formation professionnelle couvrant

³http://www.mdici.gov.tn/wp-content/uploads/2017/06/Volume_Regional.pdf

⁴ L'Institut national de la statistique

différents domaines. Cette délégation dispose par ailleurs d'importants sites historiques et archéologiques, notamment la Mosquée Okba Ibn Nafâa, les bassins Aghlabides, la Mosquée du Barbier, etc.

Ces différents atouts dont dispose Kairouan Nord, permettent d'attirer des activités génératrices de la valeur, notamment en matière de tourisme culturel et de création des startup TIC. D'ailleurs, cette délégation est classée dans le 2ème Groupe des zones de développement régional, bénéficiant ainsi d'un ensemble d'avantages spécifiques accordés par l'Etat au titre du développement régional. Néanmoins, elle n'a pas réussi à bien tirer profit de ces atouts jusqu'à présent pour structurer son territoire et créer une dynamique économique basée sur des filières potentielles. Elle affiche encore des taux élevés en analphabétisme et en chômage.

- **Kairouan Sud**

Kairouan Sud présente la deuxième grande délégation du gouvernorat en termes de nombre de la population, soit 102049 personnes. Elle est riche d'importantes ressources naturelles, représentées particulièrement par 56222 Ha de terres exploitables en agriculture. Elle compte ainsi 31125 Ha utilisées dans la production de céréales (14700 Ha), 18945 Ha dans l'arboriculture et 1885 Ha dans l'agriculture maraichère. Cette délégation détient en outre de différents sites historiques (mosquées, musées, les bassins aghlabides...).

En dépit de tels atouts, Kairouan Sud compte plusieurs faiblesses affectant durement son développement. Cette délégation enregistre le taux de scolarisation universitaire le plus faible en Tunisie. Elle affiche également des taux très élevés en analphabétisme et en chômage des diplômés supérieurs.

Selon les statistiques du Répertoire Nationale des Entreprises, ce territoire a marqué une diminution considérable du tissu entrepreneurial PME, en passant de 1273 à 955 entreprises toutes tailles et activités confondues durant les années 2016 -2020.

- **Sbikha**

Située au Nord du Gouvernorat de Kairouan, Sbikha est une zone à dominante rurale. Elle compte 75417 habitants dont 89% sont installés dans le milieu rural⁴. Elle est caractérisée par la prédominance du secteur agricole avec la présence d'un tissu industriel qui n'a pas assez diversifié.

Cette délégation dispose de 102358 Ha de surfaces agricoles, réparties principalement entre les terres exploitables (45%), les terres réservées aux parcours de pâturage (41%) et les forêts (4687 Ha). Sa production agricole compte 265 milles Quintaux de céréales, 112613 tonnes de légumes, 48300 tonnes de piment, 15000 tonnes de tomates et 9600 tonnes de pois. Elle dispose d'un cheptel élevé avec environ 90 000 animaux dont 97% est ovin et 7680 unités bovines⁵. En outre, les zones industrielles de ce territoire s'étalent sur 50 hectares de surfaces aménagées et comptent environ 5 entreprises de grande taille⁶, à l'instar de Ritun, SICEP, GIPA et Agriland.

La production agricole diversifiée de Sbikha constitue une opportunité pour l'amélioration de l'économie de la région mais reste dépendante de la gestion rationnelle et la bonne valorisation des produits agricoles. La région enregistre en fait une pression excessive sur les ressources naturelles (en particulier l'eau) ; exploitation anarchique, changements climatiques... Aussi, le manque des unités de transformation et valorisation de produits

⁵ ODCO (2020), « Kairouan en chiffre 2019 »

⁶ <http://www.odco.nat.tn/wp-content/uploads/2021/02/KAIROUAN-EN-CHIFFRE-2019.pdf>

agricoles freine indirectement le développement économique régional.

Potentialités de développement des régions objet d'analyse

Le diagnostic territorial mené dans le cadre du projet SEHEM montre que les trois périmètres étudiés sont dotés d'un potentiel considérable pour la création de la valeur ajoutée s'ils réussissent à renforcer et à mettre en avant certaines filières économiques, identifiées comme stratégiques pour le développement durable et inclusif de Kairouan.

En raison de sa richesse en ressources naturelles, les trois filières ; "transformation des produits naturels en industrie cosmétique et pharmaceutique", "valorisation de la production animale" et "transformation des légumes et fruits localement produits", sont identifiées comme potentiellement pertinentes pour le développement économique de Kairouan. En effet, Kairouan occupe le troisième rang national de la production de figue de barbarie. De même, la culture du rosier est pratiquée par plus d'une centaine d'agriculteurs sur des importantes superficies. Aussi, La région de Kairouan compte le premier producteur national de certains légumes et fruits (piment et abricot). Ainsi, l'intégration de la phase de transformation et valorisation des produits agricoles permettra d'augmenter la valeur ajoutée et améliorer l'attractivité de ses délégations à dominantes rurales, notamment Kairouan Sud et Sbikha.

Par ailleurs, Kairouan, dispose d'un patrimoine culturel très riche. Ceci se montre dans plusieurs endroits authentique de la région (les mosquées, les souks, la médina, les sites historiques...). Il est ainsi important de bien tirer profit de ces atouts comparatifs en s'orientant vers la valorisation du patrimoine culturel mais aussi naturel en faveur de tourisme.

La région dispose aussi d'un patrimoine naturel et forestier assez important. La forêt et les parcours s'étalent sur 180000 ha de superficie dont 16000 Ha sont des forêts naturelles de Pins d'Alep, également de deux parcs nationaux ; le parc national de Jebel Serjqui et Le parc national de Jebel Zaghdoud.

Ainsi, le «Tourisme culturel» et «l'éco-tourisme et tourisme d'aventure» sont identifiés comme deux filières économiques potentielles qui pourraient contribuer à l'attractivité de la région et par suite à son développement inclusif. La filière TIC semble aussi essentielle pour créer de la valeur ajoutée dans cette région. En effet, les technologies des TIC orientées vers les domaines de l'artisanat, l'agriculture, le tourisme peuvent créer des synergies importantes comme l'e-commerce, les agri-techs, l'e-tourisme et menant par suite au développement économique du Kairouan.

Le schéma ci-après illustre en effet ces filières identifiées dans les trois territoires cibles ; Kairouan Nord, Kairouan Sud et Sbikha.

Schéma : les filières potentielles de développement des territoires de Kairouan Nord,

Kairouan Sud et Sbikha⁷

Kairouan Nord

Tourisme Culturel

- **Atouts:** Plusieurs sites archéologiques et historiques (mosqués, musés, festivals, culturels), Succès réalisés dans les saisons de Mouled, Infrastructure touristique (3 hôtels classés).
- **Contraintes:** Faible marketing du territoire, très faible capacité d'hébergement touristique.

Startups technologiques

- **Atouts:** Des institutions supérieures dans le domaine de technologie TIC, CyberParc.
- **Contraintes:** Faible niveau d'engagement et d'information des jeunes sur l'entrepreneuriat dans les TIC. Absence de programmes de haussement des capacités des jeunes, Infrastructure insuffisante.

Kairouan Sud

Transformation des produits naturels en industrie cosmétique et pharmaceutique

- **Atouts:** La disponibilité des ressources naturelles et des forêts pour le développement de cette filière (figes de barbie, PAM, etc).
- **Contraintes:** Faible présence des entreprises de transformation, absence d'une infrastructure industrielle aménagée.

Eco-tourisme et tourisme d'aventure

- **Atouts:** Richesse culturelle et naturelle. Disponibilité des espaces ruraux, des parcs et des forêts.
- **Contraintes:** Absence d'encouragement et de sensibilisation au potentiel de la filière. Manque de maisons d'hôtes de des hôtels.

Sbikha

Valorisation de la production animale

- **Atouts:** Un nombre de chaptel important. Unité de transformation Offices des Terres Domaniales (OTD), Zones industrielles, etc.
- **Contraintes:** Absence d'une stratégie de développement de la filière et un coût élevé de l'alimentation des animaux.

La transformation des légumes et fruit localement produits

- **Atouts:** La région de Kairouan est la première au pays dans la production
- **Contraintes:** Surexploitation des ressources hydrauliques.

⁷ OTE, (2022), Diagnostic participatif du développement dans le gouvernorat de Kairouan

Potentialités Les programmes et projets de développement objet d'analyse ?

Le diagnostic participatif de territoires de Kairouan Nord, Kairouan Sud et Sbikha a mis en relief les programmes et projets de développement public exécutés en cours ou programmés pendant la dernière décennie. En effet, le suivi de ces projets vise à évaluer la réponse de ceux-ci aux besoins de la région mais aussi à identifier les problèmes ou dysfonctionnements récurrents à ces derniers afin de formuler des améliorations ou des changements nécessaires à la gestion au niveau local.

L'étude montre en effet que les projets sont dispersés sur plusieurs secteurs (aménagement, éducation, santé...) et répondent plus aux besoins sociaux de territoires. Ils sont rarement rattachés à des objectifs stratégiques à long-terme définis au niveau local ou régional. Même les plus anciens projets n'ont pas apporté des grands bénéfices pour l'amélioration de l'attractivité de la région du Kairouan.

Par ailleurs, l'étude a montré aussi que la plupart des projets sont, soit en retard et prennent des années pour se terminer, soit bloqués. Le niveau d'exécution des projets est de plus en plus préoccupant et la crise financière actuelle semble avoir aggravé la situation. D'autres contraintes ont été aussi identifiées, expliquant la lenteur de la mise en œuvre des investissements publics dans la région de Kairouan : La lourdeur des procédures administratives, les problèmes de coordination et de répartition des responsabilités entre différentes structures administratives, le manque des ressources humaines compétentes au niveau local, l'indisponibilité

des fonds alloués, les conflits avec les prestataires/entrepreneurs.

Notre étude révèle également une faiblesse en matière de transparence budgétaire : insuffisance de communication et de publication des rapports d'exécution budgétaire par région (y compris les raisons des retards dans les projets de développement régional), non-respect des délais légaux de publication des documents budgétaires.

L'identification de ces différentes contraintes et problématiques présente ainsi la clé de voute pour tracer les mesures de correction nécessaires. Le suivi et l'évaluation des projets de développement présentent une étape critique. L'adoption d'une approche participative paraît très intéressante et efficace dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets de développement. En effet, l'accréditation du processus participatif à l'intérieur et à l'extérieur des différentes agences gouvernementales ; notamment dans l'élaboration des plans de développement (la décentralisation de certaines discussions et décisions liées aux budgets de développement par région) ou dans le processus de suivi budgétaire reste jusqu'à présent modeste et ne prend pas en compte les principes de la démocratie participative.

Il est ainsi important de développer un système participatif de suivi et d'évaluation (citoyens et collectivités territoriales) pour la mise en œuvre des budgets de développement régional. Il est aussi important que la planification des programmes ou projets de développement au niveau de la région, tient compte de ses potentialités et respecte les besoins réels de ses habitants.

Conclusion

Le gouvernorat de Kairouan est l'une des régions intérieures de la Tunisie la plus affectée par les politiques de développement économiques très centralisées. Le diagnostic participatif de ses trois délégations ; Kairouan Nord, Kairouan Sud et Sbikha, montre qu'elles sont dotées des fortes potentialités naturelles et patrimoniales permettant la création de la valeur ajoutée.

En effet, l'évaluation de ces potentiels assez diversifiés a permis de mettre en lumière la possibilité de déterminer de manière participative des filières de développement durable et inclusif basées sur des atouts du territoire. Le tourisme alternatif et responsable ainsi que la valorisation des produits agricoles sont identifiés comme des opportunités de développement à Sbikha et Kairouan. La filière TIC revête également une importance particulière dans l'apport qu'elle pourrait apporter en synergie avec les domaines de l'agriculture, l'artisanat/patrimoine et le tourisme.

Par ailleurs, les programmes et projets de développement publics peuvent jouer un rôle assez important pour promouvoir les filières compétitives et durables, et améliorer le développement de la région. Les projets et les programmes à inclure dans les nouvelles stratégies et plans de développement régional devront appuyer et prendre en considération les avantages comparatifs et les spécificités locales de Sbikha et Kairouan.

Recommandations

Au niveau national

- Les terres agricoles de Kairouan sont estimées par les services du ministère de l'agriculture à 590.00Ha, dont 450.000Ha labourable et 218.470ha consacrés à l'arboriculture, ce qui représente 87.92% de la superficie totale de la région. Seulement, les mauvaises pratiques agricoles, dont l'utilisation massive des pesticides, nuisent gravement sur la qualité des produits agricoles. Dès lors il est recommandé de mettre à jour le cadre législatif et réglementaire sur l'utilisation des pesticides, ainsi que les autres intrants interdits à l'échelle internationale, il est aussi recommandé de promouvoir auprès des exploitants l'utilisation de produits de substitut biologiques, notamment les biopesticides.
- Afin de mieux gérer les ressources hydrauliques disponibles, dont notamment la récupération des eaux pluviales, il est recommandé de promouvoir le programme national d'appui à la construction de citernes de récupération des eaux de pluie à domicile. En effet, il existe un mécanisme financier organisé par le décret 1125 du 22 aout 2016 qui permet aux personnes dont le revenu est inférieur à trois fois le SMIG de bénéficier d'un prêt du Fond National de l'Amélioration de l'Habitat (FNAH) d'un montant pouvant aller jusqu'à 10 000 dinars avec un taux d'intérêt de 3,5 % remboursable sur sept ans pour la mise en œuvre de MAJEL. Il est aussi recommandé d'élargir les bénéficiaires de ce programme à d'autres catégories afin d'encourager la récupération des eaux pluviales par les ménages. En outre, il est recommandé de mettre en exécution les stratégies de récupération et de réhabilitation des eaux usées par l'ONAS, ainsi que celle sur leur réutilisation dans différents domaines (industriels, agricole...)
- Bien qu'il existe une université de Kairouan ainsi que différents établissements universitaires dans la région, il est à noter que l'offre de formation n'est pas adaptée aux spécificités et aux besoins en termes de ressources humaines de la région, sans oublier l'existence de plusieurs filières qui ne correspondent pas aux choix et aspirations de carrières des étudiants . Il est recommandé de mettre en place une stratégie intégrée de formation des ressources humaines sur le plan universitaire et de la formation professionnelle qui prend en compte les spécificités de la région, les besoins des activités économiques et des entreprises.
- Afin de développer le tissu entrepreneurial dans la région, il est recommandé de mettre en place une ligne de financement pour les groupements professionnels, notamment dans les activités agricoles. (il est nécessaire de promulguer les décrets d'application de la loi sur l'économie sociale et solidaire (ESS) concernant le financement, les subventions, les aides financières et l'accès aux crédits)

Transparence et responsabilité/rapports

- Renforcer la transparence budgétaire au cours du processus budgétaire.
- Respecter les délais légaux lors de la publication des documents budgétaires de l'État.
- Établir un rapport trimestriel sur l'exécution du budget.
- Rendre publics les rapports d'exécution du budget par région (y compris les causes des retards dans les projets de développement régionaux).

Participation

- Adopter un processus participatif au sein des différents acteurs gouvernementaux et au-delà pour impliquer les citoyens dans le processus, notamment en décentralisant certaines discussions et décisions sur les budgets de développement région par région
- Renforcer l'intégration des OSC locales et des OSC de jeunes dans toutes les étapes de la mise en œuvre des projets de développement régional et local (de la programmation budgétaire à l'exécution : au niveau du gouvernorat et de la municipalité)
- Mettre en place un système de suivi et d'évaluation participatif (citoyen et autorités locales et régionales) de l'exécution des budgets de développement régional.

Au niveau régional

- La région de Kairouan est caractérisée par une diversité de production agricole (qui comprend les cultures maraichères, les cultures arboricoles dont oléicole, l'élevage...) capable de renforcer la création d'activités génératrices de revenus. A cet effet, il est recommandé de mettre en œuvre des programmes de suivi des agriculteurs et particulièrement des jeunes agricultures afin de soutenir la viabilité des projets et leur réussite. Il est aussi recommandé de mettre en place une stratégie de formation professionnalisante, certifiante et diplômante, pour les différentes filières agricoles. Il est en outre recommandé de soutenir l'investissement dans les activités de conservation et de transformation des produits agricoles, et la création de label et d'AOC/AOP, afin de valoriser les produits locaux ainsi que de réduire certaines pertes post-récolte et d'améliorer les chaînes de valeurs. Cela aura pour effet de d'assurer des revenus complémentaires aux agriculteurs, ainsi que la création d'emplois durables et décents. Il est aussi recommandé d'investir dans l'agriculture biologique, pour réduire les pratiques nuisibles à l'environnement dont l'utilisation des pesticides chimiques. Enfin, il est recommandé de promouvoir les cultures résilientes et l'utilisation de semences locales plus adaptés aux conditions hydriques et de stress hydriques, pour s'adapter aux nouvelles conditions dues aux changements climatiques, et réduire la consommation en eau.
- Suite à ce qui précède, il est recommandé aux autorités publiques, dont notamment le CRDA, d'organiser des campagnes de sensibilisation pour l'investissement dans l'agriculture biologique, en collaboration avec les organisations professionnelles des agriculteurs (UTAP...). Il est en outre recommandé de développer les circuits d'écoulement des produits de l'agriculture biologique, notamment en organisant des campagnes de promotion auprès des consommateurs.
- Vu la production agricole locale, il est recommandé de mettre en place des lignes de financement afin d'encourager l'établissement d'un tissu industriel régional de valorisation de transformation de cette production en usant des possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi que par l'organisation de circuits de distribution et la mise en place de foire et d'espaces d'exposition. Il en outre recommandé d'encourager l'investissement dans les activités liées et connexes aux activités de transformation des produits agricoles (équipements, emballages...)
- Afin de soutenir le développement du tissu entrepreneurial dans la région, il est recommandé aux autorités publiques d'organiser des campagnes d'information sur les niches d'investissement pour les PME/TPE dont l'économie locale a besoin. Il est aussi recommandé de mettre en place des lignes de financement, des aides et des subventions, ainsi que de faciliter l'accès aux crédits aux jeunes afin de leur permettre de créer des entreprises. Il est aussi recommandé de renforcer les programmes existant d'appui à la recherche d'emploi chez les jeunes, notamment par le renforcement de leurs capacités, leurs savoir et savoir-faire (domaine de softs-skills, autonomie dans la recherche d'emploi et l'aboutissement à des projets professionnels). Il est en outre recommandé de renforcer l'accompagnement des jeunes non diplômés à travers l'organisation des ateliers d'insertion professionnel/ premier emploi. Enfin, il est recommandé de développer avec les autorités publiques, dont l'ANETI, des programmes de formation certifiante et diplômante, afin de permettre aux jeunes en recherche d'emploi d'acquérir des compétences, des savoirs et des savoir-faire, dans les domaines en extension et a forte employabilité tel que la culture des plantes aromatiques et médicinales (PAM), les TIC, l'écotourisme, le tourisme culturel, l'élevage et ses dérivés.
- En complément de ce qui précède, il y a lieu de faire activer le centre de formation des jeunes dans les spécialités susmentionnées moyennant des programmes de formation innovants basés sur l'entreprenariat en partenariat avec l'ANETI et développer Les technologies TIC orientées vers les autres activités de la région telles que l'artisanat, l'agriculture, le tourisme peuvent créer des synergies importantes comme l'e-commerce, les agri-techs, l'e-tourisme
- Malgré le fait que le nombre d'artisans est estimé à 15000 dans la région de Kairouan, il existe un problème de recensement des artisans et de leurs productions, notamment vu le faible nombre d'artisans disposant d'une carte d'artisan. (Dans les deux délégations de Kairouan le nombre d'artisans déclarés avec des cartes professionnelles est de 60 seulement. La délégation de Sbikha ou Kairouan Sud compte seulement 2 artisans). Il est recommandé à cet effet que les autorités publiques organisent une campagne de recensement, et d'enregistrement des artisans en leur fournissant des cartes d'artisan, de mettre en place

des labels, des AOC/AOP, ainsi que de créer des espaces matériels ou virtuel d'exposition des produits de l'artisanat. Il est aussi recommandé de mettre en place des programmes de formation aux métiers de l'artisanat, afin de conserver et de perpétuer les savoirs et savoir-faire des artisans et de ne pas les perdre faute de transmission générationnelle.

- Malgré l'existence d'un fort potentiel autour du tourisme culturel dans la région, il est constaté un manque d'entretien, de restauration et de valorisation des sites et des monuments historiques, archéologiques, religieux, ainsi que des musées. Il est recommandé à cet effet de renforcer la valorisation de ce secteur en créant au niveau de la région une agence spécialisée ou bien de renforcer les acteurs de la société civile (associations œuvrant à la conservation du patrimoine), pour que des moyens humains et financiers puissent contribuer à l'entretien et à la réhabilitation des sites. Cela s'intègre dans une stratégie de développement de l'activité touristique culturel par la mise en place d'un écosystème économique comprenant le développement une infrastructure hôtelière constituée de petites unités (auberges, maison d'hôte), d'une infrastructure de restauration et de loisir intégrés dans un circuit touristique régional.
- En outre il est recommandé de renforcer et de créer des événements festifs ou culturels liés au patrimoine culturel et historique de la région. Le développement de ce secteur permettra la création d'emploi durable et décent dans la région via la valorisation de son patrimoine. A titre d'exemple, il est recommandé de renforcer l'infrastructure hôtelière de la ville de Kairouan et des zones aux alentours (Sbikha, Ain Jalloula et Chbika), afin de profiter du fait que la ville attire lors des festivités du Moulded, une grande affluence de touristes internationaux et locaux, alors que la capacité en termes d'hébergement ne dépasse pas 961 lits. Il est aussi possible de promouvoir les autres événements régionaux ou locaux tels les visites des marabouts (les zardas) pour en faire des rendez-vous culturels étalés sur un agenda annuel. Il est en outre recommandé de renforcer les espaces d'expositions des produits de l'artisanat et du terroir lors des événements organisés.
- Sur un autre plan, il est recommandé de développer l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication afin de faire la promotion des sites, des événements et plus largement du patrimoine culturel de la région et de ses produits.
- L'infrastructure existante ne répond pas aux besoins en termes de développement de la région. Il est recommandé à ce sujet de mettre en place un mécanisme participatif entre les autorités publiques, les habitants, les représentants de la société civile et du secteur privé, afin d'orienter les investissements en infrastructure vers les besoins réels de bien-être de la population et des besoins du tissu économique. Il est recommandé de mettre à niveau l'infrastructure routière, de développer l'infrastructure numérique, et de réhabiliter les infrastructures hydriques, notamment par la création de nouvelles stations de pompes afin d'assurer l'accès à tous de l'eau potable.
- Sur un autre plan, il est nécessaire de renforcer la capacité de contrôle de l'administration sur l'exploitation de l'eau et de faire face aux forages illégaux et non déclarés.

Au niveau local

- Promouvoir des contrats-programmes avec des associations locales sur la protection de l'environnement afin de sensibiliser sur la gestion de l'eau et remédier aux pénuries d'eau potable (approche culturelle de la région basée sur le génie hydraulique héréditaire)
- Répertorier les biens de la municipalité et appuyer les jeunes diplômés et artisans par des locaux qui appartiennent à la municipalité afin d'instaurer des projets en relation avec le marketing territorial (valorisation des produits de terroirs) et la transformation des produits agricoles
- Réserver un budget local pour l'aménagement des infrastructures et accélérer les travaux de construction (luminosité publique, gestion des déchets, création des espaces verts)

Bibliographie


1. Dhaher N., (2010), L'aménagement du territoire tunisien : 50 ans de politiques à l'épreuve de la mondialisation », EchoGéo, n° 13.
2. <http://www.itceq.tn/files/developpement-regional/indicateur-dev-regional.pdf>
3. http://www.mdici.gov.tn/wp-content/uploads/2017/06/Volume_Regional.pdf
4. L'Institut national de la statistique
5. ODCO (2020), « Kairouan en chiffre 2019 »
6. <http://www.odco.nat.tn/wp-content/uploads/2021/02/KAIROUAN-EN-CHIFFRE-2019.pdf>
7. OTE, (2022) , Diagnostic participatif du développement dans le gouvernorat de Kairouan




المركز التونسي للإقتصاد
Observatoire Tunisien de l'Economie

 contact@economie-tunisie.org

 www.economie-tunisie.org

 21, Rue du Niger - 1002 Tunis belvedere - Tunisia

 www.facebook.com/ObsTunEco

 (+216) 36 329 939